

[Texte]

Ms Rebick: I want to add one thing about the royal commission. This is something that I sense from talking to women, and I have been doing a lot of talking about violence against women. We have had a lot of discussion in the country about child sexual abuse in institutions, but I believe the issue of survivors of child sexual abuse. . . About the extent of women who had been sexually abused, we have no idea.

Mrs. Clancy (Halifax): Absolutely.

Ms Rebick: I believe it is one of the major, if not the major women's health issue today, and only a royal commission that is able to hold both public and private hearings. . . Most women who are victims of sexual abuse, particularly incest, are unwilling to talk about it publicly because of the impact on their families. That is the only way we are going to find out the extent of it, and I believe we are going to be shocked. From the private discussions I have had with women, we have no idea how prevalent sexual abuse is and has been among women.

Mme Venne (Saint-Hubert): Je vous remercie d'être venue faire votre exposé. Je trouve fantastique de vous entendre dire que tout est la faute du gouvernement, de A jusqu'à Z.

• 1205

Vous êtes très négatives. Je ne trouve pas que la situation actuelle est idéale et il est certain que je continuerai ma démarche, je ne m'arrêterai pas aujourd'hui. Cependant, en blâmant le gouvernement comme vous le faites, vous finissez par oublier que c'est un problème de société. Dans le fond, c'est chacun qui doit y participer. En faisant porter la faute sur le gouvernement comme vous le faites, vous déculpabilisez les hommes, les individus mêmes, ce qui a comme conséquence d'avoir un chef de police, Yves Saint-Germain, de la Communauté urbaine de Montréal qui, la semaine dernière, lors de la journée commémorative de l'École Polytechnique, a déclaré qu'une des causes de la violence conjugual, c'est que les femmes ont quitté le foyer et que les hommes ne l'ont pas accepté.

Je regrette. Cette histoire est passée pratiquement inaperçue. Pourquoi? On centre toujours les choses sur le gouvernement. L'État-providence tel qu'on l'a connu, n'existe plus. Mais vous continuez encore dans cette pensée, ce que je n'apprécie pas grandement.

Vous critiquez constamment M^{me} Collins. J'aimerais savoir ce que vous proposez de si extraordinaire, à part la Commission Royale d'enquête, qui coûterait des millions et prendrait des années. Malheureusement, je ne suis pas de votre avis, elle ne mobilisera pas le Canada. Elle mobilisera le Canada le jour où elle serait lancée. On dira que Mulroney a créé un comité de plus. C'est toujours ce qu'on lui dit ces temps-ci. Il fait trop de comités. Allons-nous créer un autre comité, une autre commission? À part de mobiliser le Canada le jour de sa création, une commission ne le mobilise pas par la suite.

[Traduction]

Mme Rebick: J'ai autre chose à ajouter au sujet de la Commission royale. C'est une idée qui s'est dégagée des discussions avec des femmes, et j'ai beaucoup parlé de la violence faite aux femmes avec d'autres femmes. On a beaucoup parlé de l'exploitation sexuelle des enfants dans les institutions au Canada, mais je pense que la question de ceux et celles qui ont survécu à des agressions sexuelles. . . Nous n'avons aucune idée de l'importance des agressions sexuelles dont les femmes sont victimes.

Mme Clancy (Halifax): Absolument.

Mme Rebick: Je pense que c'est là une des questions les plus importantes qui se posent aujourd'hui, sinon la plus importante, au sujet de la santé des femmes, et seule une Commission royale d'enquête, qui serait en mesure de tenir des audiences publiques et privées. . . La plupart des femmes qui sont victimes d'agression sexuelle, notamment d'inceste, ne veulent pas en parler publiquement en raison des conséquences que cela pourrait avoir pour leur famille. C'est le seul moyen qui nous permettrait d'en constater l'étendue, et je pense que nous allons recevoir un choc. A partir des discussions privées que j'ai eues avec des femmes, je peux vous dire que nous n'avons aucune idée de l'incidence des agressions sexuelles à l'endroit des femmes, aujourd'hui et par le passé.

Mrs. Venne (Saint-Hubert): I thank you for your presentation. I find it marvelous to hear you say that everything has to be blamed on the government, from A to Z.

You are very negative. I do not think that the present situation is ideal and I will certainly continue, I will not stop today. However, by blaming the government the way you do, you end up forgetting that it is a social problem. Fundamentally, everyone has to participate. By blaming the government, as you do, you eliminate all culpability from men, the individuals themselves, which allows someone like the Chief of Police, Yves Saint-Germain, from the Urban Community of Montreal, who said last week, on the memorial day of what happened at l'École polytechnique, that one of the causes of spousal violence, is that we women have left the home and men have not accepted it.

I am sorry, but this story almost went unnoticed. Why? Everything is always centered on the government. The welfare state, as we have come to know it, does not exist anymore. But you are still thinking that way, and I do not appreciate that very much.

You are constantly criticizing Mrs. Collins. I would like to know what you are proposing that is so extraordinary besides this royal commission which would cost million of dollars and would last for years. Unfortunately, I do not agree with you. It will not mobilize Canada, but it will, when and if it is launched. Some will say that Mulroney has created another committee. It is always what he is being told nowadays. He is creating too many committees. Are we going to create another one, another commission? Besides mobilizing Canada the day it is created, a commission will not do it afterwards.